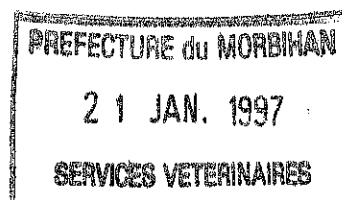


9/10
**Direction des Actions Interministérielles
Bureau de l'Environnement
et de
l'Urbanisme**



ARRETE D'AUTORISATION

Le Préfet du Morbihan
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU la loi n° 64-1245 du 16 décembre 1964 modifiée relative au régime et à la répartition des eaux et à la lutte contre leur pollution ;

VU la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 relative aux Installations Classées pour la protection de l'environnement ;

VU le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié pris pour l'application des législations susvisées ;

VU le décret du 20 mai 1953 modifié, portant nomenclature des Installations Classées pour la protection de l'environnement ;

VU l'Arrêté Préfectoral d'Autorisation du 21 juin 1990 ;

VU la demande présentée par Mr le directeur de la Société PROCANAR S.A. dont le siège social est situé à La Haye en LAUZACH 56190 en vue d'être autorisé à exploiter sur le territoire de la commune de LAUZACH au lieu-dit " La Haye " un établissement d'abattage et de découpe de canards et pigeons.

VU l'étude d'impact et les plans annexés ;

VU le dossier de l'enquête à laquelle il a été procédé sur cette demande ;

VU l'avis des services techniques consultés ;

VU l'avis des Conseils Municipaux de Lauzach, La Trinité Surzur, Muzillac, Noyal-Muzillac, Ambon Berric, Surzur, Theix et Sulniac ;

VU le rapport de l'Inspecteur des Installations Classées ;

VU l'avis émis par le Conseil Départemental d'Hygiène en sa séance du 21 NOV. 1996 ;

SUR proposition de M. le Secrétaire Général de la Préfecture du Morbihan ;

ARRETE

ARTICLE 1 : CLASSEMENT

La Société PROCANAR dont le siège social est situé à La Haye en Lauzach est autorisée à exploiter à la même adresse un abattoir de canards et pigeons et un atelier de découpe et de transformation de canards. Cette unité comprend les installations suivantes :

Au titre I.C.P.E. :

RUBRIQUES DE LA NOMENCLATURE	DESIGNATION DES ACTIVITES	VOLUME DES ACTIVITES	REGIME Rayon d'enquête
2210 - 1	Abattage d'animaux le poids de carcasses susceptibles d'être abattues étant : supérieur à 2 t/j	84 t/j en moyenne 92 t/j en pointe soit 21 840 t/an soit 10 400 000 animaux / an	Autorisation 3 kms
2221 - 1	Préparation et conservation de produits alimentaires d'origine animale par découpage, cuisson, appertisation, surgélation, congélation, lyophilisation, déshydratation, salage, séchage, saurage, enfumage, etc..., La quantité de produits entrant étant supérieure à 10 t/jour	<u>Matières entrantes</u> Découpe 35 t/j Lavage boyaux 2 t/j <u>Produits finis</u> Découpe 25 t/j Lavage boyaux 1t/j	Autorisation 1 km
2731	Dépôts de chairs, cadavres, débris ou issues d'origine animale, la capacité susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure à 300 kg	20 tonnes Dépôts de sang 6 m3	Autorisation 3 kms
2920 2 / a	Installation de réfrigération ou compression fonctionnant à des pressions effectives supérieures à 10 puissance 5 Pa, la puissance absorbée étant supérieure à 300 KW	Fréon 946 KW	Autorisation 1 km
2920 1 / a	Installation de réfrigération ou compression fonctionnant à des pressions effectives supérieures à 10 puissance 5 Pa, comprimant ou utilisant des fluides inflammables ou toxiques, la puissance absorbée étant supérieure à 300 KW	Ammoniac 422 KW	Autorisation 1 km
1136 - 3	Emploi ou stockage de l'Ammoniac en récipients de capacité unitaire supérieure à 50 kg, la quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure à 150 kg mais inférieure à 50 t.	3 tonnes	Autorisation 1 km
2750	Station d'épuration collective d'eaux résiduaires industrielles en provenance d'au moins une installation classée soumise à autorisation	en commun avec Palmiplume	Autorisation 1 km
2910 / A / 2	Installations de combustion La puissance thermique maximale de l'installation fonctionnant au gaz propane étant de supérieure à 2 MW, mais inférieure à 20 MW.	4, 060 MW en commun avec Palmiplume	Déclaration
211 / B / 1	Dépôts de Gaz combustibles liquéfiés en réservoirs fixe (vrac), la capacité nominale totale du dépôt étant supérieure à 12 m3 mais inférieure ou égale à 120 m3.	70 m3 Propane en commun avec Palmiplume	Déclaration
1530	Dépôt de papiers, cartons ou matériaux combustibles analogues la quantité stockée étant supérieure à 1000 m3 mais inférieure ou égale à 20 000 m3.	1800 m3	Déclaration

Conformément à l'article 17 de la loi du 19 juillet 1976 modifiée, les installations visées ci-dessus sont soumises à la perception d'une taxe unique, exigible à la signature du présent arrêté, et d'une redevance annuelle, établie sur la base de la situation administrative de l'établissement en activité au 1er janvier.

Un GIE (Palmivert) créé à l'initiative des deux sociétés PROCANAR S.A. et PALMIPLUME S.A. assurera l'exploitation et la maintenance des installations communes aux deux sociétés (transformateur électrique, groupe électrogène, installations de combustion, fourniture en gaz et station d'épuration en sortie de prétraitement).

ARTICLE 2 : CONDITIONS GENERALES

2.1 - Conformité au dossier déposé

Les installations seront implantées, aménagées et exploitées conformément aux dispositions décrites dans le dossier de la demande, lesquelles seront adaptées de telle façon qu'il soit satisfait aux prescriptions énoncées ci-après.

Tout projet de modification des installations, de leur mode d'utilisation ou de leur voisinage de nature à entraîner un changement notable de la situation existante doit être porté, avant sa réalisation, à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation.

2.2 - Impact des installations et intégration paysagère

Les installations sont conçues, implantées, aménagées et exploitées conformément aux prescriptions des arrêtés ministériels en vigueur.

Les équipements, notamment ceux concourant à la protection de l'environnement, qui sont susceptibles de créer des pollutions et des nuisances doivent être entretenus régulièrement.

L'établissement doit disposer de réserves suffisantes de produits ou de matières consommables, et d'éléments d'équipements utilisés de manière courante ou occasionnellement pour assurer la protection de l'environnement, tels que manches de filtre, produits de neutralisation, liquides inhibiteurs, produits absorbants, etc.

L'exploitant tient à jour un schéma d'aménagement visant à s'assurer de l'intégration esthétique de l'établissement. L'ensemble du site est maintenu propre et les bâtiments et installations entretenus en permanence. Il est apporté un soin particulier aux abords de l'établissement relevant de l'exploitant, et notamment autour des émissaires de rejets (plantations, engazonnement, etc.).

2.3 - Surveillance des installations

Une surveillance est assurée ou un système de transmission d'alarme à distance est mis en place de manière à ce qu'un responsable techniquement compétent puisse être alerté et intervenir rapidement sur les lieux en toute circonstance.

2.4 - Contrôles et analyses

L'inspecteur des installations classées peut demander la réalisation de contrôles et analyses, portant sur les nuisances de l'établissement (émissions et retombées de gaz, poussières, fumées, rejets d'eaux, déchets et bruit notamment) effectués par des organismes compétents et aux frais de l'exploitant.

En tant que de besoin, les installations sont conçues et aménagées de manière à permettre ces contrôles dans de bonnes conditions.

Sur la canalisation de rejets d'effluents dans le milieu naturel, doit être prévu un point de prélèvement d'échantillon et des points de mesures (débit, température, concentration en polluant, ...).

Ces points doivent être aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité.

Sauf accord préalable de l'inspecteur des installations classées, les méthodes de prélèvement, mesure et analyse sont les méthodes normalisées.

Les résultats de ces contrôles et analyses - ainsi que ceux obtenus dans le cadre de la procédure d'autosurveillance sont conservés pendant au moins 5 ans par l'exploitant et tenus à la disposition de l'inspecteur des installations classées, et, pour ce qui le concerne, de l'agent chargé de la Police de l'Eau.

2.5 - Incident grave - Accident

En cas d'incident grave ou d'accident de nature à porter atteinte aux intérêts couverts par l'article 1 de la Loi 76-663 du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement, l'exploitant devra immédiatement avvertir l'inspecteur des installations classées à qui il remet, dans les plus brefs délais, un rapport précisant les causes et les circonstances de l'incident ou accident ainsi que les mesures prises ou envisagées pour éviter son renouvellement.

2.6 - Arrêt définitif des installations

Au moins un mois avant l'arrêt définitif de ses installations, l'exploitant doit adresser une notification au préfet du département, conformément au décret 77- 1133 du 21 septembre 1977 modifié (article 34.1). Elle doit préciser les mesures prises ou prévues pour assurer la protection de l'environnement (c'est-à-dire les intérêts visés à l'article 1 art. de la loi du 19 juillet 1976 modifiée), notamment en ce qui concerne :

- l'élimination des produits dangereux et des déchets présents sur le site,
- la dépollution des sols et des eaux souterraines éventuellement polluées,
- la protection des installations pouvant présenter des risques d'accidents (puits, citerne etc.),
- La surveillance à posteriori de l'impact de l'installation sur son environnement.

ARTICLE 3 : REGLES GENERALES D'AMENAGEMENT

Les murs et cloisons seront revêtus de matériaux imperméables, durs, résistants aux chocs et à surface lisse, sur toute la hauteur susceptible d'être souillée. Les angles de raccordement des murs entre eux et avec le sol, seront aménagés en gorges arrondies afin de faciliter le nettoyage.

Les dimensions des locaux devront être suffisantes pour permettre l'exécution du travail dans les meilleures conditions d'hygiène et de sécurité.

Le sol de l'établissement sera garni d'un revêtement imperméable et la pente en sera réglée de manière à conduire les eaux résiduaires et les eaux de lavage vers un orifice pourvu d'un siphon et raccordé à la canalisation souterraine. Cet orifice sera muni d'un panier grillagé ou de tout dispositif capable d'arrêter la progression des corps solides.

Les tables de travail, les ustensiles, récipients et en général toutes parties de l'établissement ainsi que tous les objets seront toujours maintenus en bon état de propreté et d'entretien. L'établissement sera abondamment pourvu d'eau potable sous pression. Les conduites d'eau non potables doivent être bien différenciées de celles utilisées pour l'eau potable ; il ne devra exister aucun poste d'eau non potable susceptible d'être utilisé en cours de fabrication.

Les locaux de travail doivent être suffisamment aérés et éclairés conformément aux dispositions du code du travail.

Toutes dispositions efficaces seront prises en permanence pour empêcher l'introduction et la pullulation des mouches et des rongeurs, ainsi que pour en assurer la destruction.

ARTICLE 4 : PREVENTION DE LA POLLUTION DE L'AIR

4.1 - Principes généraux

Il est interdit d'émettre dans l'atmosphère des fumées épaisses, des buées, des suies, des poussières ou des gaz odorants, toxiques ou corrosifs, susceptibles d'incommoder le voisinage, de nuire à la santé ou à la sécurité publique, à la production agricole, à la bonne conservation des monuments et à la beauté des sites.

Tout brûlage à l'air libre est interdit.

4.2 - Règles d'aménagement pour les installations de combustion

Les installations de combustion seront aménagées conformément à la réglementation en vigueur et notamment l'AM du 2 juin 1975.

4.3 - Prévention des pollutions accidentelles

Des appareils de détection adaptés, complétés de dispositifs visibles à tout moment indiquant la direction du vent, doivent être mis en place près des installations susceptibles d'émettre à l'atmosphère des substances dangereuses en cas de dysfonctionnement.

Les systèmes d'extraction et de traitement font l'objet de vérifications périodiques.

4.4 - Odeurs

L'établissement est aménagé et équipé de telle sorte qu'il ne soit pas à l'origine de nuisances olfactives pour le voisinage.

ARTICLE 5 : PREVENTION DE LA POLLUTION DES EAUX

5.1 - Règles d'aménagement

L'exploitant établit et tient à jour un plan faisant apparaître :

- les installations de prélèvements, le(s) réseau(x) d'alimentation, les principaux postes utilisateurs, les réseaux de collecte et d'évacuation des eaux résiduaires (secteurs collectés, points de branchement, regards, postes de relevage et de mesure, vannes,...), le(s) déversoir(s) ou bassin(s) de confinement, les points de rejets dans les cours d'eau, point de raccordement au réseau collectif, les points de prélèvement d'échantillons (canaux de mesure, piézomètres,...) et les points de mesures.

Ce plan est tenu à disposition de l'inspecteur des installations classées, de l'agent chargé de la Police de l'Eau, ainsi que les Services d'Incendie et de Secours.

Les points de rejets dans le milieu naturel sont identifiés comme suit :

REJET	MILIEU NATUREL (cours d'eau,...)	POINT KILOMETRIQUE HYDROMETRIQUE
Effluents sortie de lagune	DRAYAC	PK 984,15

5.2 - Prélèvements et consommation d'eau

L'exploitant doit prendre toutes dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation des installations pour limiter la consommation d'eau.

Les prélèvements faits à partir de forage en nappe doivent respecter les critères suivants :

- . débit horaire maximal : 50 m³/h
- . volume journalier maximal : 1200 m³/h
- . période : toute l'année

La réalisation de tout nouveau forage ou la mise hors service d'un forage doit être portée à la connaissance de l'inspecteur des installations classées.

Les installations de prélèvements doivent être munies d'un dispositif de mesure totalisateur. Le relevé des indications est effectué toutes les semaines et est porté sur un registre tenu à disposition de l'inspecteur des installations classées.

L'ouvrage de raccordement au réseau public ou sur un forage en nappe doit être équipé d'un clapet anti-retour, d'un disconnecteur ou de tout autre dispositif équivalent.

5.3 - Eaux pluviales

Les eaux pluviales normalement non polluées ne seront pas mélangées aux eaux résiduelles à traiter et devront transiter dans un décanteur déshuileur.

A cette fin une zone de rétention sera réalisée dans un bassin de 2000 m³ afin de réceptionner les eaux pluviales et les eaux de refroidissements, ou de retenir les eaux d'extinction d'un éventuel sinistre. Une vanne manuelle sera mise en place sur la sortie afin de retenir les effluents correspondants et permettre leur contrôle avant rejet.

Le responsable devra s'assurer que ces eaux aboutissant dans le milieu naturel ne dégraderont pas la qualité des cours d'eaux voisins.

Au droit de rejet, les caractéristiques de ces eaux doivent respecter les valeurs limites fixées par le présent arrêté.

5.4 - Eaux vannes

Les eaux vannes des sanitaires et les eaux usées des lavabos et éventuellement des cantines sont collectées pour être renvoyées dans les installations d'épuration de l'usine.

5.5 - Eaux résiduelles industrielles

Toutes les eaux polluées provenant de l'activité de l'installation seront collectées et rejoindront la station de traitement de l'établissement à boues activées qui reçoit également les effluents de Palmiplume..

Ces ouvrages seront de capacité suffisante pour traiter l'ensemble des effluents de l'établissement. Ils seront toujours maintenus en parfait état de fonctionnement. Leurs abords devront être entretenus en permanence de telle sorte qu'aucun débris ou déchet ne séjourne sur le sol.

Après traitement, les caractéristiques des eaux résiduelles doivent satisfaire aux objectifs de qualité du milieu et en sortie de lagune aux valeurs limites suivantes :

FLUX DE POLLUTION NETTE

REJETS	UNITES	SUR 24 heures avec recyclage	SUR 24 heures sans recyclage
Volume journalier	m ³ /j	790 (1)	1020
Matières en suspension (MES)	kg/j	63	82
Demande chimique en oxygène (DCO) *	kg/j	63	82
Demande biologique en oxygène (DBO5) *	kg/j	16	21
Azote global (NGL)	kg/j	16	21
Azote Kjeldahl (NTK)	kg/j	8	11
Phosphore total (P)	kg/j	1	1

(1) 790 m³ = 1020 m³ - 230 m³ correspondant au recyclage vers Palmiplume d'effluents traités issus des lagunes et répartis sur 7 jours.

CONCENTRATIONS

REJETS	UNITES	SUR 24 heures
Matières en suspension (MES)	mg/l	80
Demande chimique en oxygène (DCO)*	mg/l	80
Demande biologique en oxygène (DBO5)*	mg/l	20
Azote global (NGL)	mg/l	20
Azote Kjeldahl (NTK)	mg/l	10
Phosphore total (P)	mg/l	1

*Sur effluents filtrés

En sortie de clarificateur les normes sont les suivantes :

	Concentrations en mg/l	Flux sur 24 heures en kg/j
Volume 1020 m3/j		
Matières en suspension (MES)	30 mg/l	31
Demande chimique en oxygène (DCO) [°]	80 mg/l	82
Demande biologique en oxygène (DBO5) [°]	20 mg/l	21
Azote global (NGL)	20 mg/l	21
Azote Kjeldahl (NTK)	10 mg/l	11
Phosphore total (P)	1 mg/l	1

[°] Sur effluents non décantés

NOTA : Dans le cas de prélèvements instantanés, aucune valeur ne doit dépasser le double de la valeur limite prescrite journalière.

La moyenne mensuelle maximale des débits journaliers sera de 31 620 m3/ mois

Le débit maximal instantané sera de 60 m3/h.

Le pH sera compris entre 5,5 et 8,5

La température sera toujours inférieure à 30°C.

La modification de couleur du milieu récepteur mesuré en un point représentatif de la zone de mélange ne doit pas dépasser 100 mg Pt/l.

La quantité en coliformes fécaux ne devra pas dépasser 1000 CF / 100 ml.

Un seuil limnimétrique sera installé sur la Drayac .

Lorsque le débit mesuré sera inférieur à 40 l / s , le rejet d'effluent dans la rivière sera limité ou interdit selon le calendrier suivant :

REJET AUTORISE	REJET INTERDIT
Juin : 380 m3	Août et Septembre
Juillet et Octobre : 190 m3	

5.6 - Dispositif de rejets

L'exploitant installera en sortie de station un canal de mesure muni d'un débitmètre accessible et aménagé de manière à permettre l'exécution de prélèvements de l'effluent ainsi que la mesure de son débit dans de bonnes conditions. L'accès devra toujours être possible pour les agents chargés du contrôle.

5.7 - Surveillance des rejets - Autosurveillance

L'exploitant doit précéder à une auto-surveillance comprenant les mesures suivantes sur un échantillon moyen prélevé sur 24 heures proportionnellement au débit en sortie de lagune et avant rejet dans le milieu naturel.

PARAMETRES	FREQUENCE D'ANALYSE
Volume	en continu, tous les jours
pH - DCO	1 fois par jour
NGL - NTK	1 fois par semaine
MES - DBO5 - Pt	1 fois tous les 15 jours
Contrôles bactériologiques : Coliformes fécaux thermotolérants, Salmonelles (semi-quantitatif à 3 dilutions)	1 fois par mois

L'ensemble de ces résultats sera adressé le 20 de chaque mois suivant à l'inspecteur des installations classées au service de la Police de l'Eau, sous forme d'un tableau avec résultats journaliers et moyenne mensuelle, en indiquant notamment, le rappel des normes autorisées, le tonnage journalier abattu (en poids de carcasses). Les analyses bactériologiques seront transmises à la Direction Départementale des Affaires Maritimes.

Des autocontrôles seront également réalisés en sortie de prétraitement et en sortie de clarificateur, afin d'apprécier l'efficacité des dispositifs de traitement. Les résultats de ces contrôles sont mis à la disposition de l'inspecteur des installations classées.

L'exploitant précisera en cas de dépassements observés les actions correctives mises en oeuvre ou envisagées.

5.8 - Contrôles administratifs

Il sera procédé, tous les 4 mois, sous contrôle de l'administration, aux frais de l'exploitant, et par un laboratoire choisi par l'inspecteur des installations classées, à une mesure de :

Débit - MES - DCO - DBO5 - NGL - NTK - PT sur un échantillon représentatif moyen sur 24 heures

5.9 - Registre.

Seront consignés dans un registre :

- le volume quotidien de l'effluent rejeté dans le milieu récepteur,
- les résultats des analyses périodiques,
- le tonnage traité correspondant à ces différentes mesures,
- la nature et la durée des incidents ou accidents de fonctionnement ayant pu survenir et les moyens pour y remédier.

5.10 - Prévention des pollutions accidentelles

Stockages

Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols doit être associé à une capacité de rétention dont le volume doit être au moins égal à la plus grande des deux valeurs :

- 100 % de la capacité du grand réservoir,
- 50 % de la capacité des réservoirs associés.

Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.

La capacité de rétention doit être étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résister à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui doit être maintenu fermé.

L'étanchéité du (ou des) réservoir(s) associé(s) doit pouvoir être contrôlée à tout moment.

Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés que dans des conditions conformes au présent arrêté ou doivent être éliminés comme les déchets.

Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne doivent pas être associés à une même rétention.

Le stockage des liquides inflammables ainsi que des autres produits toxiques, corrosifs ou dangereux pour l'environnement n'est autorisé sous le niveau du sol que dans des réservoirs en fosse maçonnée, ou assimilés, et pour les liquides inflammables, dans les conditions énoncées ci-dessus.

Les aires de chargement et de déchargement de véhicules-citernes doivent être étanches et reliées à des rétentions dimensionnées selon les mêmes règles.

Le stockage de produits finis susceptibles d'entraîner une pollution du sol est associé à une protection du sol adaptée.

Information sur les produits

L'exploitant doit avoir à sa disposition des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux présents dans l'installation.

A l'intérieur de l'établissement, les fûts, réservoirs et autres emballages doivent porter en caractères très lisibles le nom des produits et les symboles de danger conformément, s'il y a lieu, à la réglementation relative à l'étiquetage des substances et préparations chimiques dangereuses.

ARTICLE 6 : EPANDAGE

La gestion de l'épandage est assurée par le GIE Palmivert. Le flux de DBO5 en entrée de station imputable à Procanar est de 205 tonnes de DBO5.

6.1 - Caractéristiques des boues et des eaux traitées destinées à l'irrigation

La quantité totale de boues épandues annuellement est estimée à 215 tonnes de matières sèches par an, ce qui correspond aux apports maximaux d'éléments fertilisants suivants :

- Azote 15 tonnes/an
- Phosphore 8,40 tonnes/an
- Potasse 2,10 tonnes/an

Les caractéristiques de boues sont conformes aux spécifications des titres 4.3 et 7.1 de la norme NFU - 44041.

La quantité d'eaux résiduaires en sortie de lagune destinées à l'irrigation est estimée à 94 000 m³, la valeur fertilisante est la suivante :

Valeur fertilisante de l'effluent traité	Flux d'élément fertilisant
Azote : 0,02 kg/m ³	Azote : 32 kg/ha
Phosphore : 0,002 kg/m ³	Phosphore 3 kg/ha
Potasse : 0,01 kg/m ³	Potasse 16 kg/ha

6.2 - Périmètre d'épandage des boues biologique et des eaux résiduaires autorisées

Les boues de la station d'épuration biologique sont valorisées par épandage agricole. Cet épandage est réalisé sur une surface de 107 ha parmi les 137.7 ha de surface mis à disposition (SMD) par les agriculteurs et choisie selon les conclusions de l'étude agro-pédologique annexée au dossier. Les parcelles concernées sont situées sur les communes de Lauzach, Ambon et Noyal Muzillac. Les parcelles B118 et B119 sont retirées du plan d'épandage afin de respecter la distance par rapport aux tiers.

Les terrains de classe 2 où l'épandage est possible toute l'année représentent une superficie de 92.18 ha soit 67 % de la SMD. Les terrains de classe 1 où l'épandage n'est autorisé qu'en période de déficit hydrique des sols représentent une superficie de 15.97 ha soit 12 % de la SMD.

Les eaux résiduaires en sortie de lagunage font l'objet d'une irrigation sur terrain agricole lorsque le rejet dans le milieu naturel est interdit ou limité conformément à l'article 5.5 du présent arrêté. Cet épandage est réalisé sur une surface minimale 75 ha parmi les 84.4 ha mis à disposition par les agriculteurs et choisie selon les conclusions de l'étude agro-pédologique annexée au dossier. Les parcelles concernées sont situées sur les communes de Lauzach et Ambon. La parcelle B73 du plan d'épandage est retirée.

Au cas où les terres qu'il utilise seraient insuffisantes pour assurer l'épandage des boues de son installation dans les conditions définies ci-dessus, l'exploitant établit un dossier d'extension du périmètre d'épandage conformément à l'article 20 du décret N° 77-1133 du 21 septembre 1977. Si le responsable se trouvait dans l'impossibilité de produire un complément suffisant du plan d'épandage ou de proposer un autre procédé de traitement, il pourrait être prescrit, après avis du CDH, une réduction de la production autorisée.

6.3 - Modalités de l'épandage

D'une manière générale :

En aucun cas, la capacité d'absorption des sols ne doit être dépassée, de telle sorte que ni la stagnation prolongée sur ces sols, ni le ruissellement en dehors du champ d'épandage, ni une percolation rapide vers les nappes souterraines ne puissent se produire.

Toutes dispositions doivent être prises pour que les eaux de ruissellement ne puissent, en raison de la pente du terrain notamment, atteindre les endroits ou les milieux protégés et ne soient cause d'inconvénients pour la santé publique ou d'inconvénients pour le voisinage.

En cas d'épandage sur des parcelles contiguës à des routes nationales, départementales ou communales, toutes précautions doivent être prises afin d'éviter les projections susceptibles de gêner les usagers ou de souiller le revêtement de ces voies.

Epandage des boues

Tout rejet dans les eaux superficielles est interdit.

L'épandage sur des pâtures doit respecter un délai sanitaire de 4 semaines en période favorable et 6 à 8 semaines en période défavorable (faible température, pluies etc.). De même, pour des raisons sanitaires, l'épandage sur des légumes est interdit.

L'épandage doit satisfaire aux prescriptions générales ou particulières relatives au périmètre de protection de sources, puits, captages ou prises d'eau.

En outre, l'épandage est interdit :

- à moins de 50 mètres de toute habitation ou local occupé par des tiers, des terrains de camping agréés ou des stades (cette distance est portée à 100 mètres en cas d'effluents odorants).
- à moins de 50 mètres des points de prélèvement d'eau destinée à l'alimentation des collectivités humaines ou des particuliers ;
- à moins de 35 mètres des berges des cours d'eau ;
- en dehors des terres régulièrement travaillées et des prairies ou forêts exploitées ;
- sur les terrains à forte pente ;
- pendant les périodes où le sol est gelé ou enneigé et lors des fortes pluies ;
- à moins de 200 mètres des lieux de baignade ;
- à moins de 500 mètres des zones aquicoles, conchylicoles et des gisements naturels de coquillages ;
- par aéro-aspiration au moyen de dispositifs générateurs de brouillards fins lorsque les effluents sont susceptibles de contenir des micro-organismes pathogènes.

Les teneurs en fertilisants des boues sont suivies par l'exploitant de l'installation classée de manière à permettre l'établissement de plans de fumure adaptés aux conditions de l'épandage. Toutes origines confondues, organique et minérale, les apports en fertilisants sur les terres soumises à l'épandage tiennent compte de la nature particulière des terrains et de la rotation des cultures.

Pour l'azote, ces apports, exprimés en N, ne peuvent en aucun cas dépasser les valeurs suivantes :

- sur prairies naturelles, ou sur prairies artificielles en place toute l'année et en pleine production : 350 kg/ha/an
- sur les autres cultures (sauf légumineuses) : 200 kg/ha/an
- sur les cultures de légumineuses, aucun apport.

6.4 - Convention

Une convention, régissant les rapports entre l'exploitant de l'installation classée et chaque exploitant agricole concerné, doit être établie et tenue à disposition de l'inspecteur des installations classées. Cette convention mentionne l'engagement de l'exploitant de l'installation classée de fournir les éléments fertilisants conformément aux prescriptions du suivi agronomique et des pratiques réglementaires en vigueur dans le département. Elle précise les modalités d'informations réciproques des deux parties sur les épandages effectivement réalisés.

En cas de résiliation de tout ou partie des conventions ou contrats de mise à disposition de terres, l'exploitant devra soumettre au préfet un plan d'épandage complémentaire accompagné des éléments d'appréciation nécessaire (bilans de fertilisation, nouveaux contrats...).

6.5 - Stockage

Un silo de stockage des boues d'une capacité de 4 mois sera mis en place.

6.6 - Suivi agronomique

L'exploitant s'assurera par un suivi agronomique annuel que l'épandage des eaux épurées et des boues est sans effet négatif sur l'environnement et qu'il ne présente pas de risque de surfertilisation.

a) Pour les effluents ou les boues

L'exploitant doit effectuer ou faire effectuer périodiquement les analyses suivantes :

Matières sèches - N - P₂O₅ - K₂O - MgO - CaO -

et s'assurer de la conformité à la norme NFU -44041.

b) pour les sols :

- pH - carbone - NTK - P₂O₅ assimilables - capacité d'échange - complexes adsorbants : Ca, Mg, - Na, K échangeables - P total.

- périodicité :

- état initial pour toute parcelle ou groupe de parcelles dans un délai de deux ans à compter du début des opérations, ensuite renouvellement tous les quatre ans au maximum
- annuellement sur échantillonnage représentatif de parcelles ou groupes de parcelles.

6.7 - Cahier d'épandage

Un registre d'épandage est tenu à la disposition de l'inspecteur des installations classées et de l'agent chargé de la police des eaux ; il comporte les informations suivantes :

- les dates d'épandage;
- les parcelles réceptrices
- la nature des cultures;
- les quantités d'eaux traitées ou de boues épandues et les quantités d'azote, phosphore, potassium épandus
- l'estimation de l'apport azoté correspondant
- les références des analyses les concernant

Ce cahier d'épandage est rempli sous la responsabilité solidaire de l'exploitant de l'installation classée et de l'exploitant des parcelles qui le paraphent mutuellement.

ARTICLE 7 : PREVENTION DU BRUIT ET DES VIBRATIONS

Les installations seront construites, équipées et exploitées de façon que leur fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits aériens ou vibrations mécaniques susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou constituer une gêne pour sa tranquillité.

Les prescriptions de l'arrêté ministériel du 20 août 1985 relatif aux bruits aériens émis dans l'environnement lui sont applicables.

En matière de bruit, l'Inspecteur des Installations Classées pourra demander à l'exploitant de procéder à une surveillance périodique de l'émission sonore en limites de propriété. Ce contrôle sera organisé par un organisme compétent, aux frais de l'exploitant. Les résultats devront être transmis à l'Inspecteur des Installations Classées.

Les émissions sonores des véhicules, matériels et engins de chantier utilisés à l'intérieur de l'établissement devront répondre aux règlements en vigueur.

L'usage de tous les appareils de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs, etc.) gênants pour le voisinage est interdit, sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

Les locaux où doivent être installés des machines ou appareils susceptibles d'exposer les travailleurs à un niveau d'exposition sonore quotidien supérieure à 85 dB (A) doivent être conçus, construits ou aménagés, compte tenu de l'état des techniques, de façon à réduire la réverbération du bruit sur les parois de ces locaux lorsque la réverbération doit occasionner une augmentation notable du niveau d'exposition des travailleurs et à limiter la propagation du bruit vers les autres locaux occupés par les travailleurs.

ARTICLE 8 : ELIMINATION DES DECHETS

8.1 - Gestion :

L'exploitant doit prendre toutes dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation de ces installations pour assurer une bonne gestion des déchets de son entreprise, notamment en effectuant toutes les opérations de valorisation possibles. Les déchets qui ne peuvent être valorisés doivent être éliminés dans les installations réglementées à cet effet.

Pour chaque catégorie de déchet, l'exploitant doit respecter le niveau de traitement ou d'élimination fixé dans la partie déchets de l'étude d'impact. Tout changement significatif de niveau doit être porté à la connaissance de l'inspecteur des installations classées.

L'exploitant établit une procédure écrite relative à la collecte des différents déchets générés par les installations. Cette procédure mise à jour est tenue à la disposition de l'inspecteur des installations classées.

8.2 - Stockage

Dans l'attente de leur élimination finale, les déchets sont stockés dans des conditions assurant toute sécurité et ne présentant pas de risque de pollution (prévention des envols, infiltrations dans le sol, ...).

Pour les déchets spéciaux, les stockages temporaires avant recyclage ou élimination doivent être réalisés sur des cuvettes de rétention étanches et être protégés des eaux météoriques.

ARTICLE 9 : INSTALLATION DE REFRIGERATION

9.1 - Conception des locaux

Dès la conception des installations, l'exploitant doit privilégier les solutions techniques intrinsèquement les plus sûres. Les installations doivent utiliser les meilleures technologies disponibles visant notamment à réduire au maximum les quantités d'ammoniac mises en jeu.

Les locaux abritant l'équipement de production de froid sont conçus de façon à ce que, lors d'un accident, le personnel puisse prendre en sécurité, les mesures conservatoires destinées à éviter une aggravation du sinistre liées notamment à des effets thermiques, de surpression, de projections ou d'émission de gaz toxiques.

Les locaux doivent disposer de dégagement (portes, couloir, circulations, escalier, rampe, ...) répartis de manière à permettre une évacuation rapide de tous les occupants dans des conditions maximales de sécurité. Ces dégagements doivent être toujours libres.

Les locaux doivent être maintenus propres et régulièrement nettoyés notamment de manière à éviter les amas de matières combustibles et de poussières.

Concernant les nouvelles installations à l'ammoniac, elles ne doivent pas être situées en sous sol ou en communication avec le sous sol. Le local constituant le poste de compression ne doit pas comporter d'étage. Les locaux sanitaires et sociaux (vestiaires, zones de repos, cafétaria, etc.) doivent être séparés de la salle des machines.

Dans les ateliers de fabrication où l'on utilise des circuits directs pour réfrigération de bacs, de réacteurs, etc..., il est obligatoire de s'assurer de la compatibilité entre le fluide frigorigène et le milieu réfrigéré.

Salle des machines

Les salles des machines doivent être conformes aux normes en vigueur concernant la stabilité au feu des constructions. Elles ne comportent ni ouverture autres que les portes, ni paroi permettant à une éventuelle fuite de fluide frigorigène de se répandre dans les locaux voisins et sont équipées d'un éclairage de sécurité permettant, en cas d'incendie, de faire les manœuvres d'urgence et d'assurer l'évacuation du personnel.

L'arrêt du compresseur doit pouvoir être commandé par des dispositifs appropriés judicieusement répartis, dont l'un au moins est placé à l'extérieur de l'atelier de compression.

Pour les installations à l'ammoniac, la ventilation des salles des machines est assurée par un dispositif mécanique calculé selon les normes en vigueur de façon à éviter à l'intérieur des locaux toute stagnation de poches de gaz. Le débouché à l'atmosphère de la ventilation doit être placé aussi loin possible des habitations voisines et d'une source de chaleur de façon à ne pas entraîner de risque pour l'environnement et pour la santé publique.

Les moteurs des extracteurs doivent être protégés pour éviter tout risque d'explosion.

Les fumées et gaz de combustion dégagés en cas d'incendie seront évacués par les extracteurs sécurisés par le groupe électrogène.

Chambres froides

L'exploitant est tenu, en ce qui concerne les chambres froides :

- de prendre toutes les dispositions nécessaires pour que les accès aux sorties et aux dispositifs d'appel au secours restent signalés, accessibles et utilisables en toutes circonstances, afin de permettre aux personnes y travaillant de s'orienter et de sortir sans danger.

- de les doter, le cas échéant, de dispositifs d'alarme par détection automatique de fuites de fluide frigorigène.

- de ne pas laisser de salariés y travailler sans surveillance directe ou indirecte.

- de s'assurer après la fin du travail ou de l'intervention, par tout moyen adapté à l'entreprise, qu'il ne séjourne plus personne dans les chambres froides.

9.2 - Conception des équipements

Les installations doivent être conformes en tous points à la réglementation en vigueur concernant les appareils à pression de gaz, les compresseurs frigorifiques et les canalisations d'usine. La prise en compte des normes en vigueur est recommandée pour l'installation de production et de mise en oeuvre du froid. Les matériaux utilisés sont adaptés aux produits mis en oeuvre de manière notamment à éviter toute réaction parasite dangereuse. La conception, la réalisation et l'entretien des installations doivent prendre en compte les risques de corrosion dus aux phénomènes de condensation de l'humidité de l'air.

Capacité d'ammoniac et dispositifs limiteurs de pression.

Les capacités accumulatrices (réservoirs basse pression, moyenne pression, haute pression) doivent posséder un indicateur de niveau permettant d'en contrôler le contenu. Plusieurs capacités réunies par des tuyauteries doivent pouvoir être isolées les unes des autres au moyen de vannes manuelles facilement accessibles en toute circonstance ou par des vannes automatiques pilotées par un ou plusieurs paramètres de l'installation ou actionnées par des "coups de poing" judicieusement placés.

Chaque réservoir est équipé en toute circonstance, hormis pendant le temps de remplacement immédiat pour entretien, de deux dispositifs limiteurs de pression au moins, montés en parallèle et ayant une pression de levée au plus égale à la pression maximale en service. Si n est le nombre de dispositifs limiteurs de pression, $n-1$ dispositifs limiteurs de pression doivent pouvoir évacuer le gaz de telle sorte que la pression à l'intérieur du réservoir n'excède jamais plus de 10 % la pression maximale de service.

De plus, un dispositif limiteur de pression doit être placé sur toute enceinte ou portion de canalisation, qui en régime normal peut être isolé par la fermeture d'une ou plusieurs vannes sur phase liquide. Les échappements des dispositifs limiteurs de pression doivent être captés sans possibilité d'obstruction accidentelle. Toit rejet pouvant entraîner des conséquences notables pour l'environnement et les personnes doit être relié à un dispositif destiné à recueillir ou à neutraliser l'ammoniac.

Les installations et en particulier les réservoirs, canalisations, équipements contenant de l'ammoniac liquide, gazeux ou biphasique doivent être protégées contre les heurts, notamment par des véhicules, des engins ou des charges, etc. A cet effet, il doit être mis en place des gabarits pour les canalisations aériennes, les installations au sol et leurs équipements sensibles et des barrières résistant au choc.

Vannes et canalisations

Toute portion d'installation contenant de l'ammoniac liquide sous pression susceptible d'entraîner des conséquences notables pour l'environnement doit pouvoir être isolé par une ou plusieurs vannes de sectionnement manuelles situées au plus près de la paroi du réservoir. Ce dispositif devra être, si nécessaire, complété par une vanne de sectionnement automatique à sécurité positive qui devra notamment se fermer en cas d'arrêt d'urgence ou de détection d'ammoniac au deuxième seuil défini ci-dessus.

Les canalisations doivent être les plus courtes possibles et de diamètres les plus réduits possibles, ceci visant à limiter au maximums débits d'émissions d'ammoniac à l'atmosphère. de plus, elles doivent être, efficacement protégées contre les chocs et la corrosion.

Les canalisations sont maintenues parfaitement étanches. Les matériaux utilisés pour leur réalisation et leurs dimensions doivent permettre une bonne conservation de ces ouvrages. Leur bon état de conservation doit pouvoir

être contrôlé selon les normes et réglementations en vigueur. Ces contrôles donnent lieu à un compte-rendu et conservés à disposition de l'inspecteur des installations classées durant un an.

Les vannes et tuyauteries doivent être d'accès facile et leur signalisation conforme aux normes applicables ou à une codification reconnue. Les vannes doivent porter de manière indélébile le sens de leur fermeture. Les sorties de vanne en communication directe avec l'atmosphère sont obturées.

Les points de purge d'huile doivent être de diamètre minimal nécessaire aux besoins d'exploitation. Ils doivent être munis de deux vannes dont une à contrepoids ou équivalent et doivent disposer d'un point de captage permettant de renvoyer le liquide ou le gaz vers un dispositif de neutralisation. En aucun cas, ces rejets ne doivent être répandus sur le sol ou déversés vers le milieu naturel.

9.3 - Conduite et entretien de l'installation

L'accès aux installations frigorifiques est limité aux seules personnes autorisées. La conduite et l'entretien de l'installation frigorifique ne sont confiés qu'à un personnel spécialement formé et bien instruit des risques auxquels il est exposé.

Le dispositif de conduite des installations est conçu de façon à ce que le personnel concerné ait immédiatement connaissance de toutes dérives des paramètres de conduite par rapport aux conditions normales d'exploitation.

Des dispositions sont prises pour permettre, en toute circonstance, un arrêt d'urgence et la mise en sécurité des installations. Les dispositifs utilisés à cet effet sont indépendants des systèmes de conduite. Toute disposition contraire doit être justifiée et faire l'objet de mesures compensatoires. Les systèmes de mise en sécurité des installations sont à sécurité positive.

Le chef d'établissement doit tenir à la disposition de ce personnel, et de façon permanente :

- un schéma clair des installations frigorifiques accompagné d'une description sommaire du procédé utilisé et de son fonctionnement, ainsi que la matérialisation des zones dangereuses ;
- un schéma descriptif de la ventilation dynamique du local.
- la liste des équipements et des paramètres de fonctionnement importants pour la sécurité des installations, en fonctionnement normal, en fonctionnement transitoire ou en situation accidentelle.
- les consignes de démarrage (première mise ou remise en service après arrêt prolongé ou après une vidange de l'installation), démarche normale et entretien de l'installation.
- les consignes d'exploitation et de dégivrage des chambres froides.

Les équipements concernés sont contrôlés périodiquement et maintenus en bon état de fonctionnement, selon des procédures écrites. Les opérations de maintenance et de vérifications sont enregistrées et archivées pendant 3 ans.

L'exploitant doit tenir à la disposition des organismes de contrôles :

- Un registre mentionnant la liste des appareils, leur type, leur capacité, leurs dates d'épreuves, ainsi que la qualité des matériaux qui les composent.
- Les rapports des vérifications périodiques et les justifications des travaux et modifications effectués pour apporter remède aux défauts constatés.

L'exploitant doit interdire de fumer dans les locaux de compression et dans les abords immédiats, d'y allumer ou d'y introduire une flamme et d'y effectuer des travaux de réparations susceptibles de produire des étincelles.

Lorsque de ces travaux sont nécessaires, ils ne peuvent être exécutés qu'après la mise hors gaz de l'atelier de compression et après que le chef de station ou son préposé ait contrôlé que les règles de sécurité sont observées (délivrance d'un permis de feu).

9.4 - Conduite, contrôle et entretien des installations

De façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté, les consignes et procédures d'exploitation de l'ensemble des installations doivent comporter explicitement la liste détaillée des contrôles à effectuer, en marche normale et à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien des installations et à la remise en route après un arrêt prolongé pour d'autres causes que des travaux de maintenance et d'entretien. Ces consignes doivent être tenues à la disposition de l'inspecteur des installations classées.

L'exploitant doit tenir un état indiquant la quantité d'ammoniac présent dans l'installation, le cas échéant stockées en réserve ainsi que les compléments de charge effectués. Cet état doit être tenu à la disposition de l'inspecteur des installations classées.

Avant la mise en service ou à la suite d'un arrêt prolongé du système de réfrigération, l'installation complète doit être vérifiée par rapport aux plans de montage, schémas de l'installation et schémas électriques. Cette vérification réalisée par une personne compétente ou organisme agréé fait l'objet d'un compte-rendu écrit tenu à la disposition de l'inspecteur des installations classées. Les opérations de chargement et de vidange de l'installation doivent être effectués de manière à éviter ou maîtriser les fuites accidentelles d'ammoniac.

Le chef d'entreprise est tenu de prendre toutes les mesures qui s'imposent en fonction des anomalies ou des incidents constatés ou signalés, de vérifier ou faire vérifier la fiabilité du ou des détecteurs de fuite d'ammoniac, notamment le seuil de déclenchement de l'alarme, selon une périodicité fixée suivant les prescriptions du constructeur de l'installation.

Une visite au moins annuelle de l'installation frigorifique est effectuée soit par un organisme extérieur de qualification reconnue soit par une personne ou une entreprise compétente nommément désignée par l'exploitant et soumis à l'approbation de l'inspection des installations classées.

L'exploitant doit établir un dossier de sécurité qui comprend pour les installations à l'ammoniac au moins les éléments suivants :

- le caractéristiques de l'ammoniac, sa répartition dans l'établissement, les quantités mises en oeuvre,,
- les équipements et paramètres de fonctionnement important pour la sécurité,
- la délimitation des conditions de fonctionnement sûr de l'installation et recherche des causes éventuelles de dérive de ces paramètres complétées par l'examen de leurs conséquences et des mesures correctives à prendre,
- les plans visualisant les zones présentant des risques particuliers,
- les schémas d'alerte,
- les consignes générales de sécurité propre à l'installation.

Ce dossier sécurité sera complété et actualisée en fonction de l'évolution des connaissances des éléments qui le composent ou des modifications apportées à l'installation..

9.5 - Prévention du risque toxique et protection

Les zones de sécurité sont déterminées en fonction de la quantité d'ammoniac mise oeuvre, stockées ou pouvant apparaître en fonctionnement normal ou accidentel des installations, elles sont tenues à jour et mise à disposition de l'inspecteur des installations classées.

Les installations pouvant présenter un danger pour la sécurité ou la santé des personnes doit être munies d'un système de détection et d'alarme adaptés aux risques et judicieusement réparties de manière à informer rapidement le personnel de tout incident. L'exploitant dresse la liste de ces détecteurs avec leur fonctionnalité et doit déterminer les opérations d'entretien destinés à maintenir leur efficacité dans le temps.

La nature exacte du risque (atmosphère potentiellement explosible, toxique, etc.) et les consignes à observer sont indiquées à l'entrée de ces zones et autant que besoin rappelées à l'intérieur de celles-ci. Elles doivent être incluses dans le plan d'urgence s'il existe.

Des détecteurs de gaz seront mise en place dans les zones présentant les plus grands risques en cas de dégagement ou d'accumulation importante de gaz ou de vapeurs toxiques. les zones de sécurité sont équipées de systèmes de détection dont les niveaux de sensibilité sont adaptés aux situations. Ces détecteurs doivent être de type toximétrie et placés dans les endroits où les employés travaillent en permanence ou susceptibles être exposés et de type explosimétrie dans les autres cas où peuvent être présentes des atmosphères confinées.

L'exploitant fixera au minimum les seuils de sécurités suivants :

- le franchissement du premier seuil entraînera le déclenchement d'une alarme sonore ou lumineuse et la mise en service de la ventilation additionnelle, conformément aux normes en vigueur,
- le franchissement du deuxième seuil entraînera, en plus des dispositions précédentes, la mise à l'arrêt en sécurité des installations, une alarme audible en tous points de l'établissement et, le cas échéant, une transmission à distance vers une personne techniquement compétentes.

Tout incident ayant entraîné le dépassement d'un seuil d'alarme gaz toxique donne lieu à un compte-rendu tenu à la disposition de l'inspecteur des installations classées.

9.6 - Equipement de protection et de secours

En dehors des moyens appropriés de lutte contre l'incendie, le chef d'entreprise doit mettre à la disposition du personnel travaillant dans une installation frigorifique :

- les équipements nécessaires appropriés aux risques, et au milieu ambiant en nombre suffisant.
- des appareils de protection respiratoire qui seront :
 - * placés dans des armoires clairement désignées, d'accès facile et en un endroit ne risquant pas d'être condamné par une fuite de fluide frigorigène, mais néanmoins à proximité immédiate des postes de travail des personnels concernés,
 - * soumis à un contrôle périodique rigoureux,
 - * de nature à ne pas être détériorés par le froid,
- des gants en nombre suffisant, appropriés au risque et au milieu ambiant,
- des brancards pour évacuer d'éventuels blessés ou intoxiqués,
- des vêtements et masques de protection étanches pour l'équipe d'intervention (combinaisons et cagoules adaptées aux risques présentés par le fluide frigorigène).

L'établissement dispose en permanence d'une réserve d'eau et de l'appareillage approprié (douche, douches oculaires, etc) permettant l'arrosage du personnel atteint par des projections d'ammoniac. Ce poste est maintenu en bon état de fonctionnement et régulièrement vérifié.

9.7 - Information et formation du personnel

Le chef d'entreprise est tenu :

- d'instruire périodiquement le personnel susceptible d'être exposé aux risques dus au fonctionnement de l'installation et à l'utilisation du fluide frigorigène :
 - * de la disposition et le cas échéant, de la manoeuvre des issues de secours,
 - * de la conduite à tenir en cas d'alerte au gaz ou d'alerte au feu,
 - * de l'utilisation des équipements de protection contre le feu et contre le fluide frigorigène.
- de former une équipe d'intervention (au sein de l'effectif ou de chaque poste si l'entreprise travaille en continu) dont les membres choisis en fonction de leur aptitude et de leur connaissance des propriétés spécifiques des fluides frigorigènes, du fonctionnement des installations de ses risques ainsi que des premiers soins particuliers à prodiguer. La répartition des tâches nécessitées par les manoeuvres d'urgence soit faite nommément, pour que chacun sache exactement ce qu'il aura à faire en cas d'incident grave.
- de soumettre cette équipe d'intervention à un entraînement périodique, au moins semestriel pour réduire les risques d'hésitation, de confusion, ou même de panique.

ARTICLE 10 : PROTECTION CONTRE L'INCENDIE ET LES RISQUES D'EXPLOSION

10.1 - Conception - Aménagement

L'exploitant définit, sous sa responsabilité, deux types de zones de dangers en fonction de leur aptitude à l'explosion :

- une zone de type I : Zone à atmosphère explosive permanente ou semi-permanente,
- une zone de type II : Zone à atmosphère explosive, épisodique, de faible fréquence et de courte durée.

La conception générale de l'établissement est conduite de sorte à assurer, à partir d'une division des activités concernées, une séparation effective des risques présentés par leur éloignement ou une séparation physique de stabilité suffisante eu égard aux risques eux-mêmes.

Les locaux classés en zones de dangers, ainsi que les enceintes susceptibles d'entraîner un confinement, sont conçus de manière à offrir le moins de résistance possible en cas d'explosion. Ils sont, au besoin, munis d'évents d'explosion de manière à limiter les conséquences d'une éventuelle explosion et munis de moyens de prévention contre la dispersion ou de dispositifs équivalents.

La stabilité au feu des structures doit être compatible avec les délais d'intervention des services d'incendie et de secours. Les éléments de construction seront d'une manière générale incombustibles. L'usage des matériaux combustibles est limité au strict minimum indispensable.

Ne sont conservées dans les zones de dangers que les quantités de matières inflammables ou explosibles strictement nécessaires pour le travail de la journée et le travail en cours. En dehors des produits nécessaires à la fabrication, l'usage de tout produit ou matériaux combustibles est limité au strict minimum indispensable.

10.2 - Installations électriques

Le matériel électrique basse pression est conforme à la norme NFC 15.100.

Le matériel électrique haute tension est conforme aux normes NFC 13.100 et NFC 13.200.

Les installations électriques sont réalisées conformément aux règles de l'art et en conformité avec les réglementations en vigueur.

En outre, les installations électriques utilisées dans les zones I et II sont conformes à la réglementation des installations électriques des établissements réglementées au titre de la législation des installations classées et susceptibles de présenter des risques d'explosion (arrêté ministériel du 31 mars 1980 - JO du 30 avril 1980). Elles sont protégées contre les chocs.

Les transformateurs, contacteurs de puissance, ... seront implantés dans des locaux spéciaux situés à l'extérieur des zones de dangers.

L'ensemble de l'équipement électrique de l'établissement sera entretenu et maintenu en bon état. Il sera périodiquement (au moins une fois par an) contrôlé par un technicien compétent. Les rapports de ces contrôles seront tenus à la disposition de l'inspecteur des installations classées.

10.3 - Suppression des sources d'inflammation ou d'échauffement

Aucun feu nu, point chaud ou appareil susceptible de produire des étincelles ne peut être maintenu ou apporté, même exceptionnellement dans les zones de dangers (en fonction de l'aptitude de l'air à l'exploitation), que les installations soient en marche ou à l'arrêt, en dehors des conditions prévues ci-après. Ces interdictions, notamment celle de fumer, sont affichées en caractères très apparents dans les locaux concernés et sur les portes d'accès.

Les centrales de production d'énergie sont extérieures aux zones dangereuses. Elles sont placées dans ces locaux spéciaux sans communication directe avec ces zones.

L'outillage utilisé en zones de dangers est d'un type non susceptible d'étincelles.

L'exploitant établit un carnet d'entretien qui spécifie la nature, la fréquence et la localisation des opérations de contrôle et de maintenance à effectuer par le personnel.

10.4 - Permis de feu

Dans les zones de dangers, tous les travaux de réparation ou d'entretien sortant du domaine de l'entretien courant ne peuvent être effectués qu'après délivrance d'un permis de feu dûment signé par l'exploitant ou par la personne que ce dernier a nommément désignée.

Ces travaux ne peuvent s'effectuer qu'en respectant les règles d'une consigne particulière, établie sous la responsabilité de l'exploitant et jointe au permis de feu. Cette consigne fixe notamment les moyens de lutte contre l'incendie devant être mis à la disposition des agents effectuant les travaux.

Lorsque les travaux ont lieu dans une zone présentant des risques importants, ils ne sont réalisés qu'après arrêt complet et vidange des installations de la zone concernée, nettoyage et dégazage des appareils à réparer, vérification préalable de la non explosivité de l'atmosphère.

Des visites de contrôles sont effectuées après toute intervention.

10.5 - Détection de situation anormale

Les installations susceptibles de créer un danger particulier par suite d'élévation anormale de température ou de pression, sont équipées d'appareils de communication ou d'arrêt d'urgence permettant au personnel de signaler ou de prévenir rapidement tout incident soit automatiquement soit par tout autre moyen défini par l'exploitant.

Des consignes particulières définissent les mesures à prendre en cas de déclenchement des alarmes.

10.6 - Evacuation du personnel

Les installations doivent comporter des moyens rapides d'évacuation pour le personnel. Les schémas d'évacuation sont préparés par l'exploitant, tenus à jour et affichés.

Les sorties feront l'objet d'une signalisation, : les directions à prendre pour rejoindre les sorties normales et de secours seront signalées par des pancartes, lettres blanches sur fond vert, judicieusement réparties sur les itinéraires d'évacuation. Ces pancartes seront éclairées par des lampes branchées sur circuit de sécurité.

10.7 - Moyens de lutte contre l'incendie

L'établissement est pourvu, sous la responsabilité de l'exploitant, en accord avec le Service Départemental de Secours et de Lutte contre l'Incendie, des moyens d'intervention appropriés aux risques encourus. Ces moyens comportent au minimum :

- un réseau d'extincteurs appropriés aux risques encourus,
- 3 poteaux incendie de 100 mm normalisés
- 2 lagunes de finition de 12500 m3 facilement accessibles par les engins de lutte contre l'incendie, à moins de 200 mètres.

En outre :

- les moyens de secours et de lutte contre l'incendie sont maintenus en bon état de service et vérifiés périodiquement,
- le personnel de l'établissement est entraîné périodiquement à la mise en oeuvre des matériels de secours et d'incendie ; des exercices peuvent utilement être réalisés en commun avec les Sapeurs-Pompiers ; l'ensemble du personnel participe à un exercice sur feu réel au moins tous les deux ans,

- des dispositions sont prises pour permettre une intervention rapide et aisée des services de secours et de lutte contre l'incendie en tous points intérieurs et extérieurs des installations. Les éléments d'information sont matérialisés sur les sols et bâtiments de manière visible. Les schémas d'intervention sont revus à chaque modification de la construction ou le mode de gestion de l'établissement. Ils sont adressés à l'Inspecteur Départemental des Services de Secours et de Lutte contre l'Incendie,

- les voies d'accès à l'usine sont maintenues constamment dégagées.

10.8 - Consignes d'incendie

Outre les consignes générales, l'exploitant établit des consignes spéciales relatives à la lutte contre l'incendie. Celles-ci précisent notamment :

- l'organisation de l'établissement en cas de sinistre,
- l'organisation des équipes d'intervention,
- la fréquence des exercices,
- les dispositions générales concernant l'entretien et la vérification des moyens de lutte contre l'incendie,
- les modes d'appel des secours extérieurs ainsi que les personnes autorisées à lancer ces appels.

10.9 - Registre d'incendie

La date des exercices et essais périodiques des matériels d'incendie ainsi que les observations auxquelles ils peuvent avoir donné lieu sont consignées sur un registre spécial qui est tenu à la disposition de l'inspecteur des installations classées.

ARTICLE 11 : PRESCRIPTIONS PARTICULIERES AUX INSTALLATIONS SOUMISES A DECLARATION

Tant qu'elles ne sont pas contraires aux dispositions du présent Arrêté, les installations de l'établissement relevant du régime de la déclaration seront aménagés et exploitées conformément aux dispositions des Arrêtés types correspondant.

ARTICLE 12 :

- L'exploitant devra tenir à disposition de l'inspecteur du travail, conformément à l'article R 235-5 du code du travail, un dossier comprenant :

- Les documents fixant les niveaux d'éclairage pendant les périodes de travail, des locaux, dégagement et emplacements et les éléments d'information nécessaires à la détermination des règles d'entretien du matériel d'éclairage en application du 2° de l'art. R 232-7-8 du code du travail.

- La notice d'instruction concernant les dispositions prises pour la ventilation et l'assainissement des locaux et les informations permettant au chef d'établissement d'entretenir les installations, d'en contrôler l'efficacité et d'établir la consigne d'utilisation prescrite au 2ème et 3ème alinéa de l'article R 232-5-9 du code du travail.

- La description et les caractéristiques des installations électriques réalisées ainsi que tous les éléments permettant à l'organisme chargé de procéder aux vérifications réglementaires de se prononcer sur la conformité des installations.

- Les dispositions prises :

a) pour le nettoyage des surfaces vitrées en élévation et en toiture en application de l'article R 235-3-2 du code du travail.

b) pour l'accès en couverture et notamment :

- les moyens d'arrimage pour les interventions de courte durée,
- les possibilités de mise en place rapide de garde corps ou de filets de protection pour les interventions importantes,
- les chemins de circulation permanents pour des interventions fréquentes.

c) pour faciliter l'entretien des façades et notamment les moyens d'arrimage et de stabilité d'échafaudage ou de nacelle.

d) pour faciliter les travaux d'entretien intérieur et notamment pour :

- les ravalements des halls de grande hauteur,
- les accès aux canalisations en galerie technique et en vide sanitaire.

ARTICLE 13 :

En aucun cas, ni à aucune époque, ces conditions ne pourront faire obstacle à l'application des dispositions édictées par le livre II du Code du travail et des décrets réglementaires pris en exécution dudit Livre, dans l'intérêt de l'hygiène et de la sécurité des travailleurs, ni être opposées aux mesures qui pourraient être régulièrement ordonnées dans ce but.

ARTICLE 14 :

L'autorisation faisant l'objet du présent arrêté qui ne vaut pas permis de construire, est accordée sous réserve du droit des tiers.

La présente décision ne pourra être déférée qu'au tribunal administratif. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

Pour les tiers, personne physique ou morale, les communes intéressées, leur groupement ou leur syndicat, le délai de recours est de 4 ans à compter de la publication ou de l'affichage du présent arrêté.

ARTICLE 15 :

Le présent arrêté cessera de produire effet si l'installation n'a pas été mise en service dans un délai de trois ans ou si elle n'est pas exploitée pendant deux années consécutives sauf cas de force majeure.

ARTICLE 16:

L'arrêté préfectoral d'autorisation en date du 21 juin 1990 est abrogé.

ARTICLE 17 :

Un extrait du présent arrêté énumérant les prescriptions complémentaires imposées et faisant connaître qu'une copie dudit arrêté est déposée aux archives des mairies de LAUZACH, BERRIC, SULNIAC, THEIX, LA TRINITE-SURZUR, SURZUR, AMBON, MUZILLAC et NOYAL-MUZILLAC, et mise à la disposition de tout intéressé, sera affiché à la porte de la mairie de LAUZACH, pendant une durée minimum d'un mois. Procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités sera établi par les soins des maires des communes précitées et adressé à la préfecture du Morbihan. Le même extrait sera affiché en permanence de façon visible dans l'établissement par les soins du bénéficiaire.

Un avis sera inséré par les soins du préfet du département du Morbihan, aux frais de l'exploitant, dans deux journaux d'annonces légales du département.

ARTICLE 18 :

Copie du présent arrêté ainsi qu'un exemplaire visé des plans déposés de l'établissement seront remis à M. le directeur général de la S.A. PROCANAR qui devra toujours les avoir en sa possession et les présenter à toute réquisition.

ARTICLE 19 :

Le Secrétaire Général de la Préfecture du Morbihan, les maires des communes visées à l'article 17 et le directeur des services vétérinaires, inspecteur des installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Ampliation du présent arrêté sera adressée pour information à :

- M. les Maires de LAUZACH, BERRIC, SULNIAC, THEIX, LA TRINITE-SURZUR, SURZUR, AMBON, NOYAL-MUZILLAC, MUZILLAC
- Monsieur le directeur des services vétérinaires -6, avenue Edgar Degas -56008 VANNES
- M. le Directeur Départemental de l'Equipement - 8, rue du Commerce - 56019 VANNES
- M. l'Ingénieur TPE Subdivisionnaire de l'Equipement de Vannes/Auray
40 avenue Wilson - 56400 Auray
- M. le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales
Boulevard de la Résistance - 56000 Vannes
- M. le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt
Boulevard de la Paix - 56000 Vannes
- Monsieur le directeur régional de l'environnement 6, Cours Raphaël Binet 35000 RENNES
- M. le Directeur Départemental des Services Incendie et de Secours
Rue Jean Jaurès - 56000 Vannes
- M. le Directeur Départemental du Travail et de l'Emploi
Parc Pompidou - Rue de Rohan - 56034 Vannes Cédex
- M. le Directeur de l'Agence de l'Eau Loire Bretagne
BP 6339 - 45063 Orléans La Source Cédex 2
- M. le Directeur de la S.A. PROCANAR - La Haye - 56190 LAUZACH

Vannes, le 15 JAN. 1997

Le Préfet,

POUR AMPLIATION
Pour le Préfet et par délégation
Le Chef de Bureau,


Hervé DUPLLENNE

Pour le préfet et par délégation,
le secrétaire général,

Gabriel AUBERT

